

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale
et accords nationaux**

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – **ETAM**

AVENANT DU 24 JUIN 2008

RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES

NOR : ASET0850892M

Entre :

Le comité de concertation et de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP),

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La section nationale des personnels des CFA du BTP CFTC ;

Le syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics, section nationale du personnel des CFA du CCCA-BTP CFE-CGC ;

Le syndicat national du personnel des CFA et assimilés de la construction CGT ;

Le syndicat du personnel des CFA CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux associations paritaires gestionnaires des CFA du bâtiment et des travaux publics entrant dans le champ de l'accord

collectif du 22 mars 1982 portant statut du personnel des associations chargées de la gestion des CFA du bâtiment relevant du CCCA-BTP, étendu par arrêté ministériel du 25 octobre 2004.

Article 2

Valeurs de points de salaires

En application des articles 104, 204, 304 et 404 de l'accord collectif du 22 mars 1982 portant statut du personnel des associations chargées de la gestion des CFA du bâtiment, les nouvelles valeurs de points de salaires sont fixées comme suit :

2.1. Pour les directeurs, adjoints de direction et adjoints de direction chargés de l'animation :

- 24,88 € à compter du 1^{er} juillet 2008 ;
- 25,06 € à compter du 1^{er} janvier 2009.

2.2. Pour le personnel d'enseignement, d'éducation, d'animation, administratif et de service :

- 6,95 € à compter du 1^{er} juillet 2008 ;
- 7 € à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 3

Prime exceptionnelle

3.1. Les membres du personnel dont la rémunération est inférieure ou égale à celle correspondant au coefficient ETAM-CFA 205 bénéficieront, au titre de l'année 2008, d'une prime exceptionnelle de 300 €, dont :

- 150 € versés en juillet 2008 ;
- 150 €, en septembre 2008.

3.2. Pour les salariés à temps partiel et/ou en contrat à durée déterminée en 2008, la prime versée à l'article 3.1 ci-dessus sera calculée proportionnellement à la durée contractuelle de travail et/ou à la durée du contrat à durée déterminée.

Article 4

Salaire mensuel brut minimal conventionnel

A compter du 1^{er} juillet 2008, la rémunération mensuelle brute minimale de base des personnels à temps plein est égale à celle correspondant au coefficient ETAM-CFA 200.

Article 5

Dépôt. – validité

Conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail, le présent accord sera déposé en 2 exemplaires à la direction des relations du travail du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes compétent et fera l'objet d'une demande d'extension en application de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Un exemplaire sera remis à chaque organisation signataire et une notification par lettre recommandée avec accusé de réception sera faite par la partie signataire la plus diligente à l'ensemble des parties.

La validité du présent accord est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ d'application de l'accord collectif du 22 mars 1982 portant statut du personnel des associations chargées de la gestion des CFA du bâtiment relevant du CCCA-BTP.

L'opposition est exprimée dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent accord.

Article 6

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2008.

Fait à Paris, le 24 juin 2008.

(Suivent les signatures.)